



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2018-90**

**Séance du 13 décembre 2018 à dix-huit heures trente**

L'an deux mil dix-huit, le treize décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Palau, Perez, Petit, Mmes Albiges, Bérard, Bertin, Chibani, Fraisse, Maury, Pervent, Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** Mme Castillo procuration à Mme Bertin, M. Lenoir procuration à M. Petit, Mme Olivier procuration à Mme Maury, Mme Vella procuration à M. Perez

**Absents excusés :** M. Hervet, M. Joly, M. Serra, M. Weber

**Secrétaire de séance :** Mme Frédérique Bérard

<b>Nombre de membres en exercice :</b>	22	<b>Date de convocation et affichage</b>
<b>Présents :</b>	14	<b>Absents :</b> 4
<b>Procurations :</b>	4	<b>Votants :</b> 18

03 décembre 2018

**Objet :** Autorisation des dépenses d'investissement en attente du vote du budget primitif 2019

M. le maire donne la parole à M. Perez, délégué aux finances, qui rappelle aux membres du conseil municipal que l'article L 1612-1 du Code général des Collectivités Territoriales permet à l'exécutif de la collectivité territoriale, sur autorisation de l'organe délibérant, d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il précise que ce même article prévoit que dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

M. Perez demande aux membres du conseil municipal d'autoriser M. le maire, à compter du 1er janvier 2019 et jusqu'au vote du budget, à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2018, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Considérant la nécessité pour l'exécutif de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement durant cette période de transition,

Autorise à l'unanimité M. le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2018, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, dès le 1er janvier 2019 et jusqu'au vote du budget primitif 2019.

Dit que le montant et l'affectation des crédits correspondants sont les suivants :

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts 2018	Crédits autorisés jusqu'au vote du BP 2019
<b>20</b>	Immobilisations incorporelles	113 007.40 €	28 251.85 €
<b>204</b>	Subventions d'équipement versées	135 000.00 €	33 750.00 €
<b>21</b>	Immobilisations corporelles	105 924.11 €	26 481.03 €
<b>23</b>	Immobilisations en cours	877 256.41 €	219 314.10 €

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 13 décembre 2018  
Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.1.1